

Responsabilité sociale et pratiques des banques face à l'optimisation et l'évasion fiscales

Constats tirés de l'analyse sectorielle de
Vigeo

Fouad Benseddik, 2 juin 2014





Risque d'évasion fiscale: un changement de mentalité? (1/2)

2.

Contexte international:

- Le 18 juin 2013, le G8 a publié les 10 principes dans la ***Déclaration de Lough Erne***¹ sur l'équité fiscale, l'augmentation de la transparence et l'ouverture du commerce.

Principe 2: [...] *Communication aux services fiscaux des montants des impôts payés (et à quel endroit) par les entreprises multinationales*

Principe 4: *Accès aux éléments d'information et des moyens nécessaires aux pays en développement pour percevoir les impôts qui leur sont dus – et les autres pays ont le devoir de les y aider.*

(1)

https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/207543/180613_LOUGH_ERNE_DECLARATION.pdf



Risque d'évasion fiscale: un changement de mentalité? (2/2)

3.

- Un chapitre des **Principes Directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales** est consacré à la fiscalité :

*“ Il est important que les entreprises contribuent aux finances publiques des pays d'accueil en **acquittant avec ponctualité les impôts dont elles sont redevables.**”*

*“Les entreprises devraient considérer la gouvernance fiscale et la discipline fiscale comme des **éléments importants de leurs mécanismes de contrôle et de leurs systèmes de gestion des risques au sens large.** En particulier, les conseils d'administration devraient adopter des stratégies de gestion du risque fiscal qui permettent d'identifier et d'évaluer pleinement les risques financiers, réglementaires et de réputation associés à la fiscalité »*

Le coût de l'évasion fiscale

- Selon Christian Aid², l'évasion fiscale prive les pays en développement de **160 milliards de dollars chaque année.** Ce chiffre représente près de deux fois le montant de l'aide internationale reçue pour les pays en développement.
- (2) Christian Aid, Who pays the price? Hunger: the hidden cost of tax injustice, March 2013



Le secteur:

- L'enjeu de l'évasion fiscale est pris en compte dans la revue 2013 du secteur *banques Europe*,
- 28 banques avec des actifs représentant plus de 200 milliards d'euros.

Principes d'action et engagements sous revue :

1. Prévenir l'évasion fiscale sur les activités pour compte propre
2. Prévenir l'évasion et la fraude fiscales dans les missions de conseil et les stratégies d'optimisation proposées aux clients.



Formalisation de l'engagement

12 banques sur 28 s'engagent publiquement à conformer leur comportement fiscal avec leurs obligations légales.

- Deux bonnes pratiques identifiées:

Société Générale	Dans ses politiques, elle s'engage entre autres à : <ul style="list-style-type: none">- Ne pas maintenir des entités dans des territoires inclus sur la liste française des juridictions non-coopératives;- Réaliser une revue spécifique et étendue des juridictions non-coopératives- Superviser l'implémentation de la politique fiscale du groupe- Ne pas assister, ni encourager les clients à transgresser les règles fiscales ni faciliter les stratégies d'optimisation fiscale des clients.
Swedbank	Dans sa politique de Droits Humains, Swedbank lie évasion fiscale et droits humains.



**Déploiement
encore
limité:**

- Les programmes permettant de prévenir les risques d'évasion fiscale dans les missions de conseil et d'optimisation fiscale sont rarement divulgués.
- Aucune banque ne communique sur les garde-fous mis en place concernant leurs services de conseil fiscal.

BNP Paribas, Société Générale, ...	Efforts pour limiter leur présence dans les centres financiers offshore.
Société Générale	Politique interne prohibant l'assistance ou l'encouragement aux clients dans la transgression des lois et des régulations fiscales.
Barclays 2013	A annoncé la dissolution de son unité ' <i>Structured Capital Markets tax-related</i> '. A expliqué que, bien que la plupart des services fiscaux proposés aux clients ne sont pas controversés, certains proposent des structures complexes où les transactions sont effectuées avec pour objectif de fournir des avantages fiscaux. Même si cette activité est légale, elle est considérée comme incompatible avec les principes du groupe en matière fiscale.



- **39 %** des banques européennes sous revue de VIGEO font l'objet d'allégations ou de critiques de leurs parties prenantes sur ces sujets.
- **17** allégations importantes ont été identifiées au courant des trois dernières années.
- **Banques suisses : depuis 2009**, font face à des enquêtes et amendes de la part des autorités américaines pour avoir aidé des contribuables américains à dans des opérations d'évasion fiscale .

SOURCES des allégations:

- **Autorités nationales**
- **Journalistes d'investigation**
- **Parties prenantes**

RISQUES pour les entreprises:

- **Juridique**
- **Réputationnel**
- **Opérationnel**



- Le 19 Mai 2014, **Credit Suisse AG** a admis avoir “aidé des milliers de clients américains à mettre en place des stratégies d’optimisation fiscale”. La banque a accepté de payer **2.6 milliards USD** de sanctions aux autorités US pour dissimulation fiscale. (“Credit Suisse Pleads Guilty, Pays \$2.6 Billion in Tax Probe” - Bloomberg, 20/05/2014)
- Suite au règlement (settlement) de Credit Suisse Group AG's, d'autres banques suisses cherchent un accord avec les autorités US tels que **Julius Baer Group** et **l'entité suisse de HSBC Holdings**. (“Credit Suisse Offers Map to 13 Swiss Banks in U.S. Tax Probe” - Bloomberg, 26/05/14)
- **La branche banque privée d'HSBC** est accusée par la justice **belge** d'avoir créé des comptes offshores pour des résidents belges afin d'éviter de payer des taxes sur de l'épargne détenue en Suisse (“Belgian police raid HSBC clients' homes amid tax probe” - Financial Times, 15/10/13). HSBC pourrait également faire face à des **poursuites pénales en France** pour avoir aidé des clients français à éviter l'impôt en utilisant des comptes bancaires suisses. (“Affaire HSBC : les dessous d'une gigantesque fraude fiscale” - Le Monde, 10/06/14)



- **Off-shore Leaks.** Le 4 Avril 2013, le Consortium International des Journalistes d'Investigation (ICIJ) a indiqué qu'un nombre important de banques ont aidé leurs clients à créer des sociétés domiciliées sur les Iles Vierges Britanniques et d'autres paradis fiscaux. Parmi elles: **BNP Paribas, Crédit Agricole, Credit Suisse, UBS, Deutsche Bank.** ("French Banks Traded in Secrecy" - ICIJ, 06/04/13; "Key Findings" - ICIJ, 21/01/14)
- Un rapport 2013 d'**Action Aid** a révélé que les quatre plus grosses banques anglaises- **Barclays, HSBC, the Royal Bank of Scotland, and Lloyds** -sont présentes dans des paradis fiscaux ("How Tax Havens Plunder the Poor " - Actionaid, 05/13).



- Les banques commencent timidement à communiquer sur le sujet
- Informations sur les lieux d'implantation et sur les mesures de déploiement des engagements.

-**BNP PARIBAS**. Rapport RSE 2012 comporte une section "*BNP Paribas et les paradis fiscaux: les faits*". La banque affirme s'être **retirée des localisations considérées comme paradis fiscaux par l'OCDE** et ne pas poursuivre de stratégies d'optimisation fiscale préjudiciables aux contribuables français. Elle justifie sa présence dans deux pays considérés comme non-coopératifs par l'administration fiscale française. Elle a pour objectif de **réduire de 40% sa présence dans huit pays**, considérés comme bénéficiant de régimes fiscaux favorables.

-**HSBC**. Rapport RSE 2013 réfère à des requêtes d'actionnaires et d'ONGs visant à plus de transparence. La banque **fournit une ventilation détaillée des paiements fiscaux pour ses marchés prioritaires**.





Grande présence dans les paradis fiscaux

-Selon un récent rapport sur les paradis fiscaux¹, 72% des entreprises du Fortune 500 ont des filiales situées dans des paradis fiscaux, ce qui représente un montant estimé de **90 milliards USD d'impôts éludés chaque année.**

-**Bank of America, Citigroup, JPMorgan-Chase, AIG, Goldman Sachs, Wells Fargo et Morgan Stanley** divulgent 702 filiales combinées dans des paradis fiscaux¹.

-Malgré la réduction significative de filiales de **Citigroup** dans les paradis fiscaux entre 2008 et 2013 (- 400), sur cette période, le montant du cash déclaré dans les paradis fiscaux a doublé¹.

Les actionnaires commencent à se saisir du sujet

-Lors de la saison 2014 des assemblées générales annuelles (AGA) américaines², **Domini Social Investments** a déposé une **résolution à l'AGA de Google**. L'investisseur considère que les stratégies agressives d'évasion fiscale dans les Bermudes entachent la réputation de l'entreprise. Il considère que de telles stratégies "affaiblit la démocratie et l'Etat de droit."²

(1) Offshore Shell Game 2014 - U.S. PIRG, CTJ (2) 2014 Proxy Preview



- Quasi absence de **référence des banques à leur responsabilité sociale** dans l'exercice de leur rôle de conseil à leurs clients **en matière d'optimisation fiscale**
- Quasi absence d'informations sur **la revue des risques liés à l'optimisation fiscale et aux missions de conseil au clients dans par les Conseils d'administration**
- La majorité des banques n'affiche pas encore clairement son arbitrage entre ses intérêts commerciaux et l'exercice de sa responsabilité sociale en matière de prévention de l'évasion fiscale
- Même si l'optimisation fiscale ne peut pas être systématiquement assimilée à de la fraude ou de l'évasion fiscales, en termes de responsabilité sociale **les deux pratiques peuvent apparaitre similaires dans leurs effets et devraient appeler à de la vigilance et à la formalisation des engagements des banques**



Questions?

13.

Notre étude sur le sujet intitulée “ Tax avoidance: a changing mindset” est disponible sur notre site internet:

WWW.VIGEO.COM